



## POUR DES RESSOURCES LOCALES À LA HAUTEUR DES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT



LE RENFORCEMENT DE LA DÉCENTRALISATION FINANCIÈRE S'AVÈRE INCONTOURNABLE  
POUR RENDRE LA **DÉCENTRALISATION CRÉDIBLE**

En effet, celle-ci risque fort d'être perçue comme un rêve irréalisable si les transferts de compétences aux gouvernements locaux ne permettent pas d'améliorer la qualité de vie des citoyens et si les élus locaux ne disposent pas de moyens financiers permettant d'assumer les responsabilités qui leur sont confiées par la loi.

COMMISSION DES FINANCES LOCALES POUR LE DÉVELOPPEMENT

# FINANCER UNE VILLE DURABLE

La conférence Habitat III qui se tiendra en 2016 constituera un temps fort de réflexion et de mobilisation des gouvernements nationaux, locaux, et de la communauté internationale autour de la question de l'urbanisation durable. Il nous faut donc convaincre d'aller plus loin, convaincre de l'urgence, et proposer des recommandations opérationnelles à partir desquelles les gouvernements locaux pourront assumer pleinement les missions qui leur sont dévolues.

Il s'agit donc pour la Commission des Finances Locales pour le Développement de CGLU de préparer dès à présent, avec ses membres et avec l'appui de ses partenaires, les arguments pertinents qui, s'appuyant sur des études de cas et sur un travail de capitalisation, alimenteront le débat politique sur

## L'URGENCE D'OPTIMISER ET D'ADAPTER LES PRINCIPALES SOURCES DE FINANCEMENT DES GOUVERNEMENTS LOCAUX

### MESSAGES CLÉS



UN PARTAGE ÉQUITABLE ENTRE  
LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE  
GOUVERNEMENTS

.....

- Une fiscalité locale renforcée et diversifiée ;
- La valeur ajoutée du foncier doit pouvoir revenir en partie à la puissance publique locale ;
- Une autonomie financière suffisante pour adapter les politiques locales aux besoins des territoires.



L'EFFET LEVIER DES  
FINANCEMENTS EXTERNES

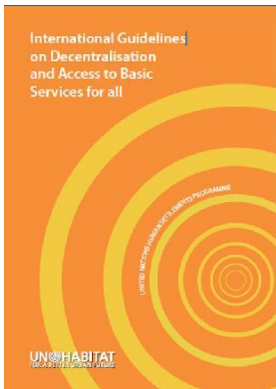
.....

- A condition d'être encadré, le recours à l'emprunt exerce un effet levier sur les montants d'investissement ;
- Attirer des investisseurs privés pour financer les grands services publics.



Les gouvernements locaux exercent des responsabilités majeures en matière de développement urbain, mais les moyens financiers qui leur sont affectés affichent un net décalage par rapport aux compétences qui leur sont dévolues. La faiblesse des finances locales ne permet pas en effet d'assurer les investissements nécessaires au développement économique, social et environnemental des territoires urbains : les différentes études réalisées montrent qu'il faudrait doubler en moyenne les montants d'investissement aujourd'hui affectés à l'urbain.

**Comblent l'écart** entre les besoins et les montants effectivement dédiés au développement urbain implique d'œuvrer au renforcement des finances locales. Un relatif consensus s'est d'ailleurs établi depuis plusieurs années sur ce sujet et un certain nombre de recommandations internationales en faveur de la décentralisation financière ont été émises :



«Le développement durable des établissements humains est possible grâce à une décentralisation effective des responsabilités, de la gestion des politiques, du pouvoir décisionnel et des ressources suffisantes».

Les politiques nationales doivent «confier aux autorités locales des responsabilités élargies pour la prestation des services de base, en leur donnant en même temps les moyens requis pour les assumer».

Or, les études menées dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement montrent bien que le **faible niveau d'atteinte des OMD** reste fortement lié au **manque de financements** octroyés par les gouvernements centraux en faveur des gouvernements locaux, à l'impossibilité pour ceux-ci de lever des financements externes, nationaux ou internationaux, alors même que les compétences relatives aux services de base leur sont largement dévolues.

La répartition des ressources nationales entre les différents niveaux de gouvernement s'opère généralement au détriment des collectivités locales ;

La faible autonomie financière dont elles disposent ne leur permet pas d'exploiter pleinement le potentiel de recettes endogènes (fiscalité et foncier essentiellement) de leur territoire ;

La précarité de leur situation financière rend difficile l'accès aux financements externes.

L'accès aux services essentiels repose donc sur un **renforcement de la capacité financière** des collectivités locales, et cet enjeu est d'autant plus important que l'absence d'investissements de base a un coût très élevé en termes de développement économique et social local, de changement climatique et de résilience. Le déficit en infrastructures urbaines de base freine en effet la croissance économique des pays, limite l'attractivité des territoires et la productivité des entreprises.

## ACTIVITÉS

Créée en 2006 et actuellement présidée par la ville de Rabat - Maroc, la Commission des Finances Locales pour le Développement de CGLU a pour mission d'alimenter et de diffuser le plaidoyer de CGLU en faveur de la décentralisation financière



ANIMATION D'UN RÉSEAU  
MONDIAL D'EXPERTS

Au sein de ce réseau les directeurs financiers des villes font l'objet d'une attention particulière. Experts de terrains, ils mesurent au quotidien les forces et faiblesses des contextes juridiques et institutionnels des systèmes de financement des gouvernements locaux. Les échanges organisés entre pairs participent également au renforcement de capacités des collectivités locales.



MISE EN ŒUVRE D'UN  
PROJET D'OBSERVATOIRE  
DES FINANCES LOCALES

Plateforme de connaissance et d'expertise, l'observatoire s'inscrit dans la logique de construction partagée du plaidoyer. Il constitue un outil essentiel pour suivre les avancées de la décentralisation financière.



ORGANISATIONS DE  
DÉBATS POLITIQUES DE  
HAUT NIVEAU

Lors de sommets nationaux et internationaux, ils permettront de mobiliser les gouvernements nationaux et les institutions internationales sur la nécessité d'accroître les financements dédiés aux collectivités locales.



ÉTUDES SPÉCIFIQUES SUR  
LES INSTRUMENTS  
FINANCIERS

Seront étudiés également : les éléments de contextes économiques, politiques et sociétaux susceptibles de favoriser leur optimisation et d'expliquer les dynamiques ou les freins à l'œuvre.

CONTACT : [n.ledenmat@uclg.org](mailto:n.ledenmat@uclg.org)  
[www.uclg.org](http://www.uclg.org)

## PARTENAIRES

